

simplement faire des enfantillages, comme d'habitude?

M. BRADBURY: L'île du Prince-Edouard pourrait faire un don de pommes de terre.

M. J. J. HUGHES: C'est bien mon avis. Je n'ai aucun doute que cette province serait disposée à faire une contribution généreuse, mais nous aurons un excédent considérable de pommes de terre et si le gouvernement fédéral tenait compte de la proposition que je viens de faire, il n'aurait certainement aucun frais de commission à payer pour ces achats. (Interruptions.)

—Je ne comprends pas pourquoi on interrompt. Le Gouvernement paie de fortes commissions partout ailleurs et je suis convaincu que les commerçants de l'île du Prince-Edouard offrirait leurs services gratuitement. Pour ma part, je suis prêt à m'engager à fournir de dix à douze mille sacs de pommes de terre—30,000 boisseaux—sans exiger aucune rémunération pour mes services et beaucoup de mes concitoyens sont disposés à en faire autant.

Il y a une autre question qui ne se rapporte peut-être pas directement à la proposition que nous étudions, mais au sujet de laquelle je désire dire quelques mots, car dans le moment, nous devons surtout avoir en vue d'assurer le bien-être de notre population. Chez tous les peuples de langue anglaise, tous les cœurs battent aujourd'hui à l'unisson et les sympathies de nos voisins des Etats-Unis nous sont acquises. Pourquoi le Gouvernement ne profiterait-il pas de la circonstance pour tenter une démarche auprès du gouvernement américain pour faire lever l'interdiction mise sur les pommes de terre du Canada aux Etats-Unis? Le Gouvernement ne pourrait rien faire de plus avantageux pour les provinces maritimes, et surtout pour l'île du Prince-Edouard. Cette mesure serait également une aubaine pour la classe peu fortunée des villes de la Nouvelle-Angleterre. Si le gouvernement canadien croit que le moment serait bien choisi pour tenter une pareille démarche, il ferait bien d'agir sans retard.

Le Gouvernement ou le département de la Milice a demandé des prix dans l'île du Prince-Edouard pour la fourniture du beurre et du foin. Je ne veux rien dire qui soit de nature à laisser supposer que je suis animé de motifs politiques, mais je suis informé que pour obtenir ces listes de prix le département ne s'est adressé qu'à ses partisans. Il est possible que le département se soit adressé à ses fonctionnaires, sur les lieux, et que ces derniers n'aient pas donné à ces demandes de soumissions toute la publicité désirable.

Quoi qu'il en soit, je suis convaincu que tout ce que le Gouvernement voudra se procurer dans l'île du Prince-Edouard sera fourni par la population, sans frais de commission, sans profits pour les intermédiaires. Je demande seulement que le Gouvernement adresse ses appels à toute la population et que tous soient invités à offrir ce qu'ils ont.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: La manière de tirer le meilleur parti des ressources de tout l'empire, dans l'intérêt bien entendu de tout l'empire est certainement une question très importante. Nous prendrons en considération les propositions de mon honorable ami et nous ne manquerons pas de prendre les dispositions qui nous paraîtront les plus profitables, dans les circonstances.

M. MACDONALD: Les journaux ont parlé d'un projet qui a pris naissance à Toronto et au sujet duquel une députation est venue soumettre au Gouvernement une proposition bien élaborée et reposant sur des données établies, pour parer au chômage que l'on prévoit, dans tout le pays. Dans la Nouvelle-Ecosse, nous sommes menacés d'avoir un très grand nombre de sans-travail, par suite de la fermeture des établissements industriels, et plus particulièrement des aciéries. L'été n'a pas été bon pour ces ouvriers, et comme ils se sont spécialisés dans un genre de travail qu'on ne pourra pas leur fournir ailleurs, ils vont se trouver dans une position très précaire.

Si le Gouvernement approuve le projet soumis par ce citoyen de Toronto, l'honorable premier ministre pourra peut-être nous dire quelles mesures il entend prendre pour parer aux éventualités.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN. Quelques-uns de mes collègues et moi avons eu avec un certain nombre de citoyens de Toronto une entrevue qui n'avait aucun caractère officiel. Le projet qui a été soumis est excellent et le tout est de trouver le meilleur moyen de le mettre à exécution. Il s'agirait de grouper les hommes d'affaires, les industriels, les ouvriers, les producteurs de tout le pays, sur des bases coopératives, en vue de parer au chômage dont beaucoup de Canadiens sont menacés, comme vient de l'expliquer l'honorable député de Pictou (M. Macdonald). Nous avons écouté ce que ces délégués avaient à dire et les avons remerciés du zèle qu'ils déploient pour une cause qui revêt une gravité exceptionnelle, dans le moment. Nous leur avons demandé de mûrir davantage leur projet, de l'asseoir